

CE QU'A ETE L'OPERATION «COUP DE POING» DE LA MONUC CONTRE LES FDLR A L'EST DE LA RDC

Les Troupes de l'ONU pourchassent les enfants soldats dans la guerre oubliée du Congo;

Les Miliciens Hutu mis en gage dans le grand match pour l'exploitation des richesses minérales en Afrique Centrale.

Par keith harmon snow; Julliet 2005 (traduit de l'anglais par Antoine Roger Lokongo).

NINDJA, République Démocratique du Congo (RDC) — Pour quelques tribus des paysans Congolais qui peuplent les régions montagneuses et reculées du Sud Kivu, l'arrivée de plusieurs centaines des troupes de l'ONU le 7 juillet 2005 ressemblait beaucoup plus à une invasion qu'à une libération tant attendue mais qui n'est jamais venue. Pour les rebelles Hutu, c'était une raison pour disparaître

Les Femmes paysannes qui cultivaient dans l'escarpement du versant des colines avec des outils primitifs prétendaient ignorer l'inimaginable: l'apparition soudaine des troupes Pakistanises armées jusqu'aux dents, soutenues par les Forces Spéciales Guatémalteques, arpentant les sentiers qui pourraient n'avoir pas été empruntés par des étrangers pendant des décennies. Les forces indiennes à bord des hélicoptères de combat assuraient le soutien à cette mission de l'ONU.

Quelques 1,000 troupes issues de la Brigade de la MONUC du Sud Kivu, jointes par plusieurs troupes des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), ont pri part à l'«Opération Coup de Poing» - OPERATION IRON FIST, suivie et soutenue par l'«Opération aéroportée, dénommée «Opération Coup de Balaie du Faucon» - Operation Falcon Sweep, lancée le 4

juillet 2005.

Les deux opérations visent à infiltrer les territoires sous contrôle des guerriers Hutu Rwandais, au nord et au sud-est de Bukavu, dans les territoires de Walungu et Kabale, le vaste et mystérieux Park National de Kahuzi Bienga, inclu.

«Il y a peine dix ans depuis que les rebelles Hutu sont arrivés ici,» déclare William Mukale, un enseignant venu de Bukavu et âgé de 30 ans.

«Ils ont commis de terribles atrocités et le peuple souffre en conséquence».

William pointe du doigt la longue colonne des troupes de l'ONU avançant à travers les collines surplombant la vallée et ajoute: «Il n'y a jamais eu des étrangers ici depuis des années.»

C'est depuis 40 ans peut être. Les colonisateurs belges étaient aic aux années 1960. Il est difficile de dire depuis quand un homme blanc s'est aventuré et retourné dans ces collines. Les Hutu venus du Rwanda sont arrivés en 1994.

«La plus part des combattants du FDLT sont très jeunes,» assure Sylvie van den Wildenberd, porte-parole de la MONUC basée à Bukavu.

«Il n'ont pas certainement pri part au génocide de 1994 au Rwanda. Ils ont été manipulés et utilisés par leurs leaders.»

Le Président de la République Démocratique du Congo, Joseph Kabila, a officiellement fait une déclaration le 29 juin 2005 dans laquelle il a qualifié les FDLR comme étant «les ennemis du Congo» et que les FARDC seront déployées contre eux pour les rapatrier par la force. L'objectif de la MONUC c'est de faire déplacer les FDLR et ensuite les faire contraindre à sortir de leurs «zones d'opérations dominantes», comme le décrit l'ONU.

Pendant l'Opération Coup de Poing, quelques combattants du FDLR ont été repérés sur leurs traces pendant qu'ils s'échappaient. Les soldats de la MONUC se sont déployés à travers des champs brûlés à la recherche des FDLR mais n'ont vu, appréhendé ou trouvé un seul membre du FDLR. Aucune balle n'a été tirée, aucun tire n'a été entendu.

LA FACE CACHEE DE LA TERREUR

Et pourtant, pendant le weekend du 10 juillet 2005, quelques 39 civiles – la plus part étant des femmes et des enfants – ont été atrocement tués. Ils ont été soit taillés à coups de hache ou brûlés vifs dans leurs huttes.

Il y a certaines sources qui croient que cet acte de terrorisme est bel et bien l'oeuvre macabre des FDLR rétaliant contre les populations locales qui soutiennent les initiatives de la MONUC et des FARDC, étant donné que la plus part des assaillants ont été identifiés comme des Rwandais parlant le Kinyarwanda.

Il y a d'autres qui maintiennent que cet acte terroriste a été perpétré par des infiltrés du Front Patriotique Rwandais (FPR) venus du Rwanda et envoyé par le régime de Paul Kagame. Les médias internationaux- pourtant absent dans la région – ont vite attribué ces tueries aux Hutu du FDLR.

D'autres zones aux environs de Walungu et de Nindja ont été récemment le théâtre des combats d'une grande intensité opposant les FARDC aux FDLR, croit-on, au cours desquels des armes lourdes ont été utilisées. Certaines sources ont émis leur crainte de voir les combattants du FDLR s'enfoncer plus dans les forêts denses de l'est du Congo. Les combattants du FDLR, accompagnés de leurs femmes et enfants ont quitté Nindja le 11 juillet 2005, selon certaines sources.

Les atrocités commises au Sud Kivu ont été généralement attribuées aux FDLR. Les massacres de ces derniers mois ont eu lieu pendant la nuit et les notes laissées derrière dans les lieux du crime ont été signées par «Les Rastas». Les Rastas sont décrits comme un mélange composé des FDLR avec leurs collabos Congolais, les bandits locaux et d'autres ex-miliciens désaffectés et aigris. Les Rastas sont généralement assimilés aux FDLR.

«Tous les groupes terroristes ont deux faces,» déclare le Général Shujatt Alikahn, Commandant de la 10ème Région Militaire de la MONUC au Sud Kivu.

«La face qui est amicale et gentille envers la communauté locale et la face de la terreur.».

Le Général Shujatt Alikahn dirige personnellement ses troupes à travers la piste

couverte d'abîme dans les montagnes. Sa position sur les FDLR est claire: ils doivent quitter la région. Une région qui, pendant des années, est en effervescence à cause des seigneurs de guerre et des miliciens qui extorquent les taxes sur les populations locales, l'une des plus pauvre du monde, ravissent leurs biens et les soumet aux travaux forcés.

Des fiefs locaux ont été délimités et institués où des atrocités et des horreurs inimaginables et jamais entendues parler sont commises le jour au jour en plus des vols en mains armées opérés par les FDLR «*in cahoots*» (de concert avec) avec les collaborateurs Congolais, militaires ou civiles.

Les anciens combattant Maiï- Maiï, une milice qui s'oppose à la présence militaire rwandaise à l'est du Congo et les rebelles Burundais opéraient aussi dans cette région.

Cette terreur est directement liée à l'accès aux ressources minières. Il y a des villages qui souffrent moins que les autres parce que les combattants et les eigneurs de guerre comprennent que les atrocités commises contre la population vont pousser les troupes de la MONUC à intervenir, ce qui pourrait menacer leurs réseaux de taxation et d'exploitation minière. Quelques régions sont simultanément et fermement contrôlées et «gérées» par les FDLR et les soldats des FARDC.

Même le Rapport du Panel des Nations Unis sur l'Exploitation Illégale des Ressources Naturelles et Minérales de la RDC, dénonce le «commercialisme militaire» comme le pivot de la guerre au Congo.

Le Rapport cite comme «agents clés» de ce commercialisme militaire entre autres, les officiers militaires Rwandais et Ougandais, soutenues par les companies multinationales européennes et américaines. Mais les recommandations faites par les enquêteurs de l'ONU ont été ignorées et sabotées, les companies multinationales et régionales, les individus cités pour des violations ont, avec succès, monté un lobbying fort et ont réussi à gommer leurs noms de la liste. Aucun gouvernement n'a entrepri une action quelconque pour dissuader les personnes concernées, engagée dans le trafic «des armes pour minerais» ou faire cesser leurs activités.

A mois de juin 2005, Amnesty International a publié un rapport dans lequel il a été révélé que l'écoulements massif d'armes va encore bon train au Congo.

Le flux des armes de guerres vers la Région des Grands Lacs continue et ces armes transitent par l'Ouganda et le Rwanda. L'or est exporté à partir de l'Ouganda. Le coltan, utilisé dans la fabrication des téléphones portables et station de jeux de marque Sony traverse le Lac Kivu par bateau pour le Rwanda' Il y a aussi les mines cassitérite dans cette région.

Human Rights Watch (HRW) a récemment publié un rapport, dénonçant en détails le rôle joué par la multinationale AngloGold Ashanti, basée en Afrique du Sud, et qui est derrière la guerre et les atrocités dans la région d'Ituri.

HRW a également tiré la sonnette d'alarme le 12 juillet 2005, avertissant que les factions armées continuent d'être armées au Nord Kivu.

«La situation en Ituri est identique à celle qui prévaut aux Kivus», a déclaré le Général Hollandais de la MONUC Patrick Cammaert le 12 juillet 2005.

Cammaert commande toutes les forces de la MONUC en Ituri, au Nord Kivu et au Sud Kivu.

«Les groupes reçoivent des armes, équipement et munitions de la part des groupes. Des organisations et des individus basés dans des pays étrangers».

L'OCCUPATION DES MULTINATIONALES

Les soldats arborant un galon ou plus se trouvent partout. Il y a des soldats Guatémaltèques qui ne parlent que l'espagnol; des Pakistanais qui parlent l'Urdu et un peu d'anglais; il y a des indiens qui apprennent le Hindi. Les soldats Congolais parlent le français, le Lingala et un peu d'anglais. Les rebelles Hutu parlent le Kinyarwanda et le Swahili. Les villageois appauvris dans les collines reculées parlent le Swahili, le français, le Mashi, une dialecte locale propre au tribu Bashi. – mais la voix des Congolais dans toute cette entreprise est quasiment inentendue.

L'Opération «Coup de Balaie du Faucon» - Operation Falcon Sweep se veut comme objectif, étendre le périmètre de sécurité dans le territoire de Walunugu et elle se converge lourdement sur les denses forêts autour de Nindja. Le périmètre

s'étend au Nord pour couvrir le vaste et sauvage parc national de Kahuzi Bienga.

A mi-juillet, toujours dans le cadre de l'Opération «Coup de Balaie du Faucon» - Operation Falcon Sweep, les forces spéciales Guatémalteques et Pakistanaïses ont été parachutées dans un terrian inconnu: sous le dense dais des forêts de Kahuzi Bienga. Quelques camps des FDLR ont été localisés à l'intérieur du parc.

«Le parc était complètement devenu une chasse gardée,» a déclaré un Officier de la MONUC. «Même l'ONU ne pouvait pas s'y aventurer. Le parc demeurait un mystère pendant presque cinq mois. Les FARDC assuraient les points de contrôle. Cette zone est la plus riche en ressources minières au Sud Kivu».

Il n'y a pas longtemps, le gouvernement Congolais a interdit tout accès à La MONUC qui demandait l'autorisation d'opérer des missions de reconnaissance dans le parc.

Vers la fin du mois de juin, la MONUC a été autorisée d'y envoyer des sorties des personnels armés et motorisés dans le parc. La partie sud-est du parc est directement lié au Lac Kivu et au Rwanda.

Le 7 juillet 2005, l'Opération Coup de Poing a déployé des troupes de maintien de la paix de l'ONU à bord des véhicules et à pieds, avec des contingents indiens leurs fournissant un soutien aéroporté de près à partir des hélicoptères d'attaque MI-35. De fabrication Russe.

L'Opération «Coup de Balaie du Faucon» - Operation Falcon Sweep, aggrandie, a répri avec plus de vigueur le 10 juillet, le Général de la MONUC, Alikahn personnellement dirigenat les opérations qui se soldées par la destruction et la msie-en-feu de quelques camps des FDLR le 14 juillet 2005.

Des sorties des personnels armés motorisés ne servent à rien dans une région où les routes ne sont plus praticables. Les routes qui mène vers Nindja par exemple, sont des de sales sentiers raboteux avec des troncs d'arbres à tarvers des ruiseaux au dessous des montagnes. Mais, sur ordre de priorité, la MONUC est le moins concernée par des ponts fragiles.

UN VOYAGE AU REcul DU TEMPS

Arpenter les montagnes au-delà de Nindja vous donne l'impression de faire un voyage du retour au temps primitif. Femmes et filles transportant des fardeaux sur leurs têtes, leurs dos ou sur leurs épaules à travers des sentiers étroits, leurs dos courbés avec de lourds fardeaux transportés dans des corbeilles soutenues par des courroies taillées attachées autour de leurs fronts. Allant et revenant des marchés locaux, leurs yeux sont remplis de peur lorsqu'elles doivent attendre le long des sentiers pour donner libre passage aux centaines des troupes de la MONUC. Quelques filles disparaissent dans la brousse (...).

Après un épuisant voyage de deux heures en dehors de Nindja, la plus part des troupes de la MONUC étaient à cours d'eau. Ils ont rempli de nouveau leurs bouteilles à partir des aux clairs des ruisseaux de montagnes qui versent sur des chutes et arrosent les denses sous-bois des vallées et forêts où les guerriers peuvent facilement se cacher.

La fumée émanante des clairières mises en feu pour dégager les herbes et brûler les souches des arbres abbatus couvre le soleil ardent avec une brume suffocante. Les pentes des collines embrasées demeurent une preuve évidente d'une économie de la terre brûlée pratiquée pendant des générations par les populations locales qui n'ont pas d'électricité, de magasins, de commodités modernes, de technology, et qui disposent seulement des outils rudimentaires.

«Nous ne jouissons pas de la sécurité non plus», assure le villageois Robert Mushale, âgé de 27 ans, tout en pointant du doigt la vallée où, selon lui, 15 personnes ont été massacrés par les Rastas et qui ont été ensevelies dans une fosse commune.

«Nous voulons tous que la MONUC arrive en découdre avec les FDLR. Ils nous extorquent des taxes deux fois par semaine. Ils nous extorquent au marché. Quand nous traversons leurs barricades, nous devons payer des taxes. Il est tout à fait évident que les FDLR et les Rastas travaillent ensemble.»

La plus part de ce qu'on appelle des maisons ici sont des huttes d'herbes et de bamboux, erigées au milieu des petites parcelles entourées des plantations de bananiers. A quelques mètres de la parcelle, il ya toujours un hangar bralant sous lequel se trouve un trou suppurant et qui sert de toilettes. Les huttes et les plantations de bananiers reposent sur de petits plateaux rendus nains par les

collines environantes qui les bordent, mais cette expression extérieure d'une vie tranquille et ordinaire est démentie par la menace ou le danger permanent de la terreur.

Des gens affamés creusent les lits des rivières et tamissent les poussières pour tirer les pierres précieuses vendues par fraction d'once dans des marchés reculés. Les arbres sont abbatués pour servir de bois de chauffage, pour faire du charbon, et pour permettre une bonne récolte. Les dernières réserves de forêt non protégées dans la région sont donc menacées, décimées planche par planche sous l'assaut constant d'une scie long de six mètres, maniée par deux manoeuvres.

OPERATION ÉCLAIR DE NUIT – OPERATION NIGHT FLASH

Après une marche de trois heures et demi à partir de Nindja, les troupes piétonnes des deux opérations Coup de Poing se rencontrent dans une haute clairière. Il y a deux camps des FDLR non loin de là. Hormis le crépitement d'un feu distant dont l'écho est répercuté par la brise des montagnes dans lequel les corbeaux aux nuques blanches s'élèvent, l'atmosphère est tranquille. Même les populations civiles locales disparaissent par peur des soldats étrangers.

Avec des tueries quotidiennes, des viols et des pillages depuis presque 2003, quelques régions devenues presque inhabitées, plus spécialement après le mois de septembre 2004. A partir du mois de mars 2005, 2.500 familles se sont trouvées dans des camps des Personnes Déplacés à l'Intérieur de leur propre pays.

«Des factions armées enlèvent des groupes de civiles et les gardent en otage pour extorquer de l'argent cash, liquide aux membres de leurs familles, sous forme de (ou en contre-partie de) d'un rançon,» selon un rapport de la section des droits de l'homme de la MONUC.

«Les femmes et les jeunes filles sont souvent soumises à des violences sexuelles et les plus jeunes filles peuvent souvent être détenues pendant des mois dans des camps où elles sont utilisées comme des domestiques et des esclaves sexuels. Les Groupes armés Hutu Rwandais ont enlevé environ 60 personnes au mois de janvier au territoire de Walungu. Ils ont également attaqué d'autres territoires environant.»

Au mois de mars, 12 soldats Pakistanais et les troupes des FARDC ont commencé à faire des patrouille pendant la nuit. Avec 524 villages dans tout le territoire de

Walungu, l'Opération Éclair de Nuit – Night Flash, ne pouvait couvrir chaque village. Les Comités de Défense villageoise ont été organisés par la MONUC, avec des jeunes locaux patrouillant les villages pendant la nuit, sifflant et battant des casseroles et des tambours pour alerter un camp des soldats des environs, le moment où ils remarquaient la présence des étrangers indésirables.

Quelques 2.500 soldats Congolais s'étant rendus coupables des atrocités ont été délocalisés par la MONUC au mois de mars et remplacés par des brigades intégrées des FARDC formées par la MONUC. Les incidents de terreur ont diminués à cause des actions préventifs de la MONUC, ce qui a permis à la majorité des familles de regagner leurs villages.

«Les nouvelles troupes s'occupe mieux des populations locales. Ils savent comment se comporter d'une façon militaire», assure le Major Pakistanais Waqar, basé dans une garnison de Walungu.

Pendant que la situation près de Walungu s'est amélioré, Waqar croit que les Rastas se sont probablement dirigés au nord de la région.

«12 filles ont été récemment kidnappées près du parc de Kahuzi Bienga,» a-t-il déclaré.

Le personnel civil et militaire de la MONUC observent que dans un laps de temps, les soldats des FARDC, souvent impayés et la majorité non-éduqués récemment déployés dans la région, pourraient s'adonner à des actes d'exaction contre la population locale, des exactions qui se traduisent par des actes de violence, corruption et impunité concomitantes.

Mais avec tout cet argent que les multinationales et les ONG internationales deversent au Congo, il ne manque pas d'argent à Kinshasa pour payer les soldats. \$400 millions ont été octroyés au Congo rien que pour les élections pendant les mois derniers.

«Nous sommes supposés être soutenus par 3,000 troupes des FARDC. Nous avons formé ces troupes dans l'espoir de les voir mises à la disposition des troupes Pakistanaises pour entreprendre les opérations. Quand nous les avons contactés, ils ont déclaré: C'est dommage, nous manquons des fournitures logistiques», nous a confié un personnel de la MONUC.

LA DIPLOMACY DU BISCUIT – BISCUIT DIPLOMACY

De juin en août, cette région connaît la saison sèche. Les camions de la MONUC roulent à toutes vitesses à travers des routes poussiéreuses où il n' a pas plu pendant des semaines. La poussière rouge s'abat sur tout. Pendant que le convoi est de passage, les femmes tournent leurs dos surchargés vers la route et couvrent leurs têtes avec des châles baignés de poussière ; et les pitoyables colporteurs des biscuits ou des cigarettes ou des péti tas de vivres se couvrent de leurs manteaux ou de leurs sachets en plastique.

Des foules des enfants amaigris, aux yeux ouverts, vêtus en lambeaux, rôdent auprès des routes submergées d'herbes, avec des bras tendus et des idées désespérées: «BEES-QUEET, BEES-QUEET, BEES-QUEET,» crient-ils.

Après avoir vécu l'expérience pendant des mois, ces enfants sont maintenant convaincus qu'une poignée de biscuit en beurre d'une valeur de deux penny seulement sauterait d'un camion de la MONUC en passage. Quelques camions s'arrêtent, suivi de la distribution des biscuits; dans d'autres cas, les biscuits sont tout simplement jetés à la foule, ce qui peut inciter à des courtes troubles.

Les soldats et le personnel de la MONUC sont conscients des critiques adressées contre eux concernant son inaction sur le terrain, le fait de jeter les biscuits aux enfants, mais aussi des informations selon lesquelles la MONUC est entrain de ne rien faire, malgré sa largesse et les moyens colossaux mis à sa disposition. C'est ainsi que la MONUC est perçue par la population Congolaise.

«Les gens souffrent vraiment de faim ici,» déclare le Major Waqar.

«Regardez juste autour de toi. Les gens apprecient le fait que nous partageons notre nourriture avec eux. Nous avons vraiment changé leur perception de ce que nous faisons ici et pourquoi nous sommes ici. Nous essayons de restorer la paix. De toutes les façons, est-ce mauvais de donner des biscuits aux enfants qui souffrent de la faim?»

Le Général Shujatt Alikahn est plus directe: « le Conseil de Sécurité de l'ONU nous a dit: pas de désarmement forcé par la MONUC. Tout a changé le 23 mai quand les FDLR ont mutilé 23 personnes. Le Pakistan a une expérience de 50 ans

de service au sein de l'ONU et nous n'allons pas permettre ce terroisme affliger ces gens. Nous avons décidé de prendre des risques nous mêmes.»

La MONUC n'est qu'un acteur parmi tant d'autres. Le mandat confié à la mission de la MONUC est limité, tout comme la force de ses troupes, affrime le personnel, mais la MONUC est chargé de mener une guerre sans utiliser des balles contre un cible très complexe et qui se dépalce tout le temps; et la MONUC reçoit des critiques pour tous les efforts qu'elle mène à chaque tournant de sa mission.

Pendant que les atrocités ont baissé ou connaissent un déclin dans quelques territoires sous son contrôle, la MONUC ne peut assurer la sécurité de chaque village.

Les zones réculées du Nord et de l'est du Congo demeurent quasiment inaccessible aux forces de maintien de la paix de la MONUC, le viol demeure largement repandu, avec des exactions, des pillages et des massacres sporadiques qui continuent dans certaines places.

Une conversation franche avec le personnel de l'ONU concernant la MONUC vous révèlent les points suivants: La bureaucracy est epaisse et ininfluencable. Les conspirateurs se disimulent à l'intérieur tout comme à l'extérieur de Palais des vers. Les décisions sont profondement politicisées. Les rapports et les enquêtes qui s'avèrent très critique à l'égard dela MONUC sont engloutis de l'intérieur.

Les cartes essentielles et les informations ne sont pas disponibles. Les flemmards, les lâches ou les tire-au-flancs qui devaient être révoqués depuis belle lurette continuent à profiter d'un système qui resiste voir refuse à ce que des actions appropriées soient entreprises. Les règles et les statuts établis aux années 1950 n'ont pas évolués ou changés avec le temps. Ditto pour le leadership, qui est perçu comme étant lourd, indigeste, unimaginatif, désespéremment rétrencé dans un système en faillite.

Les corporations multinationales tirent les ficelles derrière les scènes et accumulent des profits colossaux. Les budgets alloués à la MONUC sont obscènes, si vous considerez le niveau de pauvreté absolu au Congo.

Les États membres ne paient pas leurs dûs, et leurs diplomates ne cessent de déclarer que l'ONU est un échec, qu'elle a besoin d'être démantelée. Des agents à

la solde des gouvernements puissants sont uniquement au service des intérêts égoïstes de leurs maîtres. L'Amérique est citée comme le coupable le plus visible et impudique. Les informations récentes au sujet du Congo relayées par la presse occidentale ne font renforcer les préjugés tenus par l'opinion internationale et le public en général.

La MONUC ne compte que 20 soldats issus des nations occidentales: 3 Français, 4 britannique, 8 Canadiens; 3 Irlandais; 3 Suisses et 0 Américain.

La majorité des soldats de la MONUC sont issus des pays les plus pauvres du Tiers Monde. Ils sont moins chers à payer, facilement manipulables – et notamment, ils peuvent facilement être sacrifiés dans toutes ces missions pour la sauvegarde des intérêts des pays puissants.

Il y a absolument une hiérarchie de valeurs attachée aux vies des soldats de l'ONU qui varie selon les nationalités. Pendant que les soldats endurent les épreuves de la malaria et des camps infestés par les rats et les souris, risquant leurs vies contre un ennemi qu'ils connaissent très peu, la plupart sont satisfaits de ce travail moins rémunéré, et ne peuvent qu'accueillir une telle opportunité qui les élèverait au-dessus des conditions de vie misérables dans leurs propres pays d'origine. Et pourtant des stimulants pour les encourager à une meilleure performance manquent et les contingents militaires varient selon leur degré de dévotion à la cause du maintien de la paix. Ceci dit, beaucoup de personnels militaires et civiles de la MONUC consacrent 12 à 14 heures par jour, ou au moins six jours par semaine sans s'occuper de leur vie privée, mais se dédiant totalement pour faire cesser cette guerre brutale et vilaine.

LA FIN DE LA LIGNEE HUTU

Les sources de l'ONU ne sont pas claires quant au nombre des rebelles étrangers qui ont été jusqu'alors rapatriés de la RDC au Rwanda, en Ouganda et au Burundi dans le cadre du Programme de Désarmement, Démobilisation, Rapatriation, Réintégration et Réinsertion (DDRRR) de la MONUC à Bukavu. Les estimations varient entre 12,000 à 40,000. La plupart des rebelles sont retournés au début du Programme DDRRR mais le nombre des retournés s'est réduit à compte-goutte après 2003.

Les fantassins du FDLR se trouve dans une position intenable et indélicate. Il y a parmi eux des soldats Hutu aguerris accusés d'avoir participer au génocide contre des milliers de Tutsi tués en 1994. Mais l'armée rwandaise, dirigée par Paul Kagame a persécuté les Hutu tout comme les Tutsi à l'intérieur tout à l'extérieur du Rwanda. Des milliers de réfugiés Hutu qui ont osé retourner au Rwandan ont été systématiquement massacrés durant ces dernières années.

Robert Gersony, l'enquêteur du Haut-Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés a produit le premier rapport au mois de septembre 1994, accusant les Forces Rwandaises Tutsi d'être responsables des atrocités massives contre les Hutu. Ce rapport n'a pas été rendu public par l'ONU à New York.

Il est estimé que des centaines de milliers des réfugiés Hutu ont été pourchassés et massacrés par les soldats Rwandais et Ougandais qui ont envahi la République Démocratique du Congo (alors Zaire) en 1996, une guerre que les Congolais ont qualifié de «guerre de libération» qui a conduit finalement à la chute de la dictature de Mobutu Sese Seko.

D'après les reportages de Howard French, journaliste avec le quotidien américain, le New York Times, il y avait ce qu'il a qualifié d'un «génocide en sens inverse» contre les Hutu au début de 1997. Au moins 80% des victimes étaient des femmes et des enfants, et il est estimé que 50% des victimes avaient l'âge de moins de 14 ans.

Les Hutu Rwandais qui ont survécu l'assaut du FPR ont par après combattu auprès des forces de Mobutu, mais Kabila avec le soutien du Rwanda, de l'Ouganda et des États-Unis ont renversé le régime de Mobutu.

Les Hutu du FDLR ont ensuite combattu auprès des Forces Armées Congolaises (FAC) pour défendre le défunt Président Laurent Désiré Kabila contre une deuxième invasion Rwando-Ougandaise en 1998, aujourd'hui qualifié de « première guerre d'agression » par les Congolais. Beaucoup des membres du FDLR qui se trouvent aujourd'hui au Kivu sont arrivés à Kinshasa – croit-on – aussi récent qu'en 2003.

En avril 2005, de milliers de Hutu ont fuit le Rwanda pour le Burundi après de début de l'opération des «Gacaca», ces tribunaux locaux au niveau des villages

pour juger les auteurs du génocide de 1994, organisés par le FPR, et injuste envers le Hutu, comme l'estime ces derniers.

Ces tribunaux des villages – comme le fameux Tribunal Criminle International pour le Rwanda – sont accusés de distribuer parcimonieusement «la justice du vainqueur», qui favorise les Tutsi et les militaires du FPR dominée par les Tutsi.

Le Forum International pour la Vérité et la Justice dans la Région des Grands Lacs Africains, se basant sur plusieurs années de recherche, a récemment saisi la Cour Suprême en Espagne, lançant une requête ou une poursuite judiciaire contre Paul Kagame et d'autres leaders militaires Rwandais.

Dans cette requête ou cette poursuite judiciaire, Paul Kagame et co., sont accusés d'avoir commis de graves crimes de guerre pendant la série des conflits qui ont sécoué l'Afrique Centrale à la suite de l'invasion du Rwanda par le FPR à partir de l'Ouganda en 1990.

«Ce n'est pas vraiment le retour des Hutu qui intéresse le Rwanda. Le Rwanda n'est jamais intéressé à leur retour. Le jour où les FDLR retourneront au Rwanda, les companies multinationales reprendront toutes les zones minières qui profitent aujourd'hui au Rwanda. Le Rwanda collabore avec les FDLR et les Congolais sont définitivement impliqués, sionon ces gens (les FDLR) ne seraient pas capables de faire ce qu'ils font», affirme une source de haut niveau de la MONUC.

Paradoxalement, le regime Rwandais est accuséParadoxically, the Rwanda regime est accusé de collaborer avec les FDLR pendant leurs opérations d'extraction des ressources minières, le même moment que le Rwanda intervient au Congo pour les pourchasser, les accusant d'arborer des génocidaires parmi eux – ces vétérans miliciens Interahamwe qui ont perpétré le carnage des Tutsi en 1994.

Des chamailleries et des divisions internes ont à plusieurs reprises divisé les FDLR pendant toute une décennie depuis que cette milice est arrivée du Rwanda.

La division la plus récente a eu lieu vers la fin du mois de juin 2005, Late June 2005, quand un milicien subalterne répondant au nom d'Amani s'est autoproclamé leader des FDLR et guide pour leur retour eventuel au Rwanda.

Le Colonel Joseph Hagirimana, un incontournable leader local des FDLR s'est

opposé à la déclaration de Amani. Quelques FDLR interviewé par l'Equipe DDRRR de la MONUC apparaissaient troublés et confus, incertains quant à qui faire confiance ou à quel saint se vouer. Le personnel du DDRRR ont également leurs propres défis à affronter.

«Nous avons vu et li plusieurs déclarations des FDLR. Ce que nous voulons voir maintenant ce sont des actions concrètes,» déclare le Général Cammaert.

En à croire certaines sources, Amani aurait conclu un accord avec le Gouvernement Congolais, selon lequel, lui Amani occuperait un poste militaire de commande au Rwanda et un villa lui serait donné au Rwanda en contre partie du désarmement, de la démobilisation, de la répatiation, de la réintégration et de la réinsertion des FDLR au Rwanda, ces derniers constituant un obstacle à l'exploitation des vastes reserves des ressources minérales du Sud Kivu.

«Beaucoup de membres ont réjété le leadership du FDLR et en ont rompi avec en 2004. Ce leadership du FDLR a recemment connu a connu d'autres divisions en factions, dirigées respectivement par le Lieutenant Colonel Christophe Hakizabera et le Dr Ignace Murwanashyaka, tous les deux vivant en Europe», a déclaré Jean-Marie Higiroy, l'ancien président de l'aile non-armée du FDLR.

Au mois de septembre 2004, les Rwandais dissidents en exil qui ont réjété la position du FDLR, la majorité étant des Hutu vivant en Europe, ont crée une nouvelle organisation dénommée «Urunana», avec une aile armée dénomée «Imbonera», vouées à «renverser la dictature fasciste de Paul Kagame au Rwanda.

Disposant des bases à l'intérieur et à l'extérieur du Rwanda, Imbonera interviendrait au Congo « si les réfugiés Rwandais sont pourchassés comme des animaux par les forces du Général Kagame».

Le Général de l'Armée de l'Air Congolaise John Numbe ne mache pas les mots, accusant le Rwanda d'utiliser les FDLR pour justifier son ingérence au Congo.

«Nous allons en decoudre avec ces FDLR avant les élections [au mois de novembre]. Il y a des sources au Rwanda qui nous ont assuré que Kagame a déjà dréssé un plan pour destabiliser les élections au Congo. Nous devons chasser les FDLR parce qu'ils constituent toujours la raison d'être, la jutsification par Kagame de ses invasions répétées et continues au Congo».

Sylvie van den Wildenberg de la MONUC, a, quant à elle déclaré: «L'ONU espère encore que tous les moyens seront employés pour une résolution pacifique du problème FDLR. Ce sont les aguerris Hutu, probablement impliqués dans le génocide qui bloquent le processus. Le Rwanda a promi une amnistie à tous les gens étaient agés de moins de 14 ans en 1994. Nous croyons que chaque être humain a droit à une choix».

Un soldat du FDLR qui s'appelle Christian a suivi avec apathie le déroulement de l'«Opération Coup de Poing» à Nindja.

«Je ne vux pas rentrer au Rwanda parce que mon problème n'y est pas résolu. Kagame a tué mes parents à Ryabega [au nord du Rwanda] en 1990. Nous n'allons jamais faire confiance à Kagame. Il va nous tuer tous.»

Christian porte un veston en lambeaux de marque Patagonia fabriqué aux Etats-Unis. Il insiste qu'il a 20 ans, mais clairement, il donne l'apparence d'être agé d'au moins 16 ans. Son arme qu'il tient est aussi grand que lui même, il n'y a pas de doute quant à son savoir manier cette arme.

«Au lieu de rentrer chez moi pour être tué par Kagame, je préfère et j'accepte d'être tué plutôt par la MONUC ou les FARDC,» a-t-il déclaré.

Christian fait preuve de bravado d'un garçon qui sait qu'il est acculé. Derrière cette façade, c'est la peur qui l'anime.

Comme Christian, beaucoup des membres du FDLR sont des enfants soldats à peine assez murs pour se rappeler des tous les détails de leur fuite du Rwanda. La plus part de ces enfants, nés au Congo d'ailleurs, ne maîtrisent pas la complexité de la raison pour laquelle ils se battent. Beaucoup de FDLR sont nés au Congo, d'autres sont gardés en hotage là-bas.

Christian veut renter chez lui. C'est son seul désir. Mais pour l'opinion internationale, Christian n'est plus un être humain. Il est Hutu, et il n'y a pas de place dans ce monde où il sera la bien venue!